

Agriculture | Pyrénées-Atlantiques : La transition énergétique, une question agricole aussi



Mardi 11 décembre, la Chambre d'agriculture des Pyrénées-Atlantiques, organise à Morlaas « La Journée de la Transition énergétique ». Un temps de conférences, débats et ateliers permettant pour les professionnels agricoles d'affirmer non seulement la volonté d'implication de l'agriculture dans la transition énergétique mais aussi les opportunités que cette dernière peut représenter pour les agriculteurs en terme de diversification de leur revenu. Un sujet longuement développé lors d'un point de bilan de la mandature de la Chambre d'agriculture 64 dressé par Guy Estrade, son président, entouré de ces vice-présidents Jean-Pierre Goity et Maryvonne Lagaronne et de Jean-Michel Patacq, président du Comité d'orientation économie de la Chambre.

« Lorsque je suis arrivé à la Présidence de la Chambre d'agriculture en 2016 (suite au décès de Jean-Michel Anxolabehere), 3 axes forts étaient sur la table. D'abord l'accompagnement financier des exploitations sur l'innovation, ensuite une nécessaire révolution stratégique des exploitations pour développer de nouveaux revenus alternatifs, afin d'apporter une meilleure résilience à nos exploitations, et enfin assurer un accompagnement au plus proche des exploitations, avec notamment la mise en place de contrôle de performance sur les bovins viande et lait ou encore sur la filière ovine » rappelle d'emblée Guy Estrade, le président de la Chambre.

De la nouveauté dans l'accompagnement financier

Sur le premier point, il souligne qu'en terme d'accompagnement financier, la Chambre d'agriculture a quelques belles réussites à son actif. Parmi elles, depuis fin 2017, la Chambre d'agriculture 64 a été intégré au sein Bureau de Développement Economique du Pays de l'Adour. Le BDE Adour est une association chargée de promouvoir le développement économique sur le territoire des Pyrénées Atlantiques et des Hautes-Pyrénées à travers le soutien au développement économique local et un rôle d'effet de levier pour faciliter l'accès aux financements. « Jusque-là les projets agricoles ne pouvaient pas prétendre à cet accompagnement. Désormais, l'agriculture a accès à ce dispositif par exemple, sur des projets territoriaux, ou de transmission-reprise. Ca nous a permis de débloquent le lancement d'un certain nombre de projets, tels que celui de l'unité de méthanisation Methalayo qui mobilise une quinzaine d'agriculteurs près de Navarrenx. », illustre le Président.

Autre initiative nouvelle en matière d'accompagnement au financement : « nous avons voté la création d'un fonds

d'investissement de 500 000 euros sur nos fonds propres, lors de notre dernière session plénière de novembre ». Celui-ci à vocation « à déclencher les réflexions sur le repositionnement des exploitations », notamment sur les projets filières. Et de citer en exemple les sujets de « ceinture verte, énergie renouvelable, notamment le photovoltaïque, ou encore la certification bas carbone des exploitations ». Là encore, ce fonds a d'abord un rôle d'« effet levier », avec pour objectif « de mobiliser d'autres partenaires autour de projets pour accompagner cette transition, véritable projet économique ». Une transition énergétique sur laquelle Guy Estrade ne veut pas aller à reculons : « l'agriculture ne peut pas être absente des enjeux autour de la consommation énergétique et de l'émission de gaz à effet de serre. Il faut être en lien avec la société toute entière et avoir des mesures qui impacteront la consommation de carbone ».

Transition énergétique: entre économies d'énergie et actions dynamiques

Et la journée du 11 décembre sera l'occasion de mettre en avant des travaux en cours, et des résultats d'ores et déjà obtenus, auprès de collectivités, d'institutionnels et d'agriculteurs eux-même. Jean-Michel Patacq, chef d'orchestre de cette journée, rappelle que « désormais les Communautés de Communes ont des Plans Climat Air Energie à mettre en œuvre. Et dans ce cadre, l'agriculture est une des activités ciblées. Si l'agriculture doit limiter ses effets négatifs, elle doit aussi participer de manière positive et dynamique à cette transition. » C'est pourquoi après la présentation de mesures et dispositifs en lien avec l'efficacité énergétique et les économies d'énergie sur les exploitations des filières bovins lait et viande, trois ateliers feront le focus sur le bois énergie, le photovoltaïque et la méthanisation, comme autant de pistes pour inscrire les agriculteurs dans la transition énergétique. « Sans oublier que ça peut-être un levier supplémentaire de revenu sur les exploitations » glisse Jean-Michel Patacq.

Pour autant, souligne Maryvonne Lagaronne, « l'effort de l'agriculture dans ce domaine qui n'est pas vraiment nouveau, mais on ne sait pas le dire. » Tant en consommation finale d'énergie, que d'émission de gaz à effets de serre, les chiffres sont à la baisse sur ces 10 dernières années. Ce qui n'empêche pas poursuivre, voire d'amplifier l'effort. A ce propos, « un travail est en cours avec la Région, sur une enveloppe d'environ 500 000 euros pour établir des diagnostics sur notre empreinte carbone sur le territoire », annonce-t-elle.

Mais l'environnement et la transition énergétique sont aussi du bilan de la Chambre d'agriculture qui suite à la révision du zonage défavorisé, a relancé auprès de l'Etat qui l'a accepté un Projet Agro Environnemental Climatique (déjà proposé en 2014, mais alors refusé) auquel plus d'un millier d'exploitations du département pourraient être éligibles, sous forme de compensation de trésorerie, et en échange d'un engagement à aller vers d'autres pratiques telles que le maintien ou le développement de la surface en herbe ou encore la réduction des traitements phytosanitaire. L'enveloppe est en cours de validation au Ministère de l'Agriculture, avec un premier fléchage sur 5 ans de 10 à 12 M €.

Proximité avec les agriculteurs... et les politiques

Sur le reste du bilan de la mandature 2013-2018, particulièrement marquée par de nombreuses crises sanitaires (volailles mais aussi porcins et bovins) le sujet de l'accompagnement et des actions de proximité auprès des agriculteurs du département a été au cœur des préoccupations. « Nous avons énormément travaillé à cette question de la proximité, que ce soit sur la transmission, l'installation, qui reste un sujet très important, mais aussi sur l'accompagnement technique, économique, ou la mise en œuvre de nouvelles pratiques culturales au sein des exploitations. » Sur ce dernier point Jean-Michel Patacq de souligner la création d'AGRO 64, qui par la constitution d'un réseau d'agriculteurs permet de mettre en commun les bonnes pratiques et itinéraires culturaux visant à améliorer l'impact environnemental des productions végétales.

Enfin, sur les liens développés avec les Communautés de communes et les territoires, Guy Estrade laisse la parole à Jean-Pierre Goity, ce dernier choisissant d'insister sur « le choix d'une approche territoriale de la Chambre d'agriculture visant à une approche plus politique des territoires, complémentaire à notre rôle de proximité avec les agriculteurs. Un concept qui nous a permis d'anticiper au mieux, la RGPP, la loi Notre (qui n'a pas été sans conséquence dans le Pays basque), la réforme des chambres d'agriculture avec la régionalisation... Il nous faut être présent dans ces différents endroits ». Quant au Pays basque, en renforçant son pôle de Saint-Palais, la Chambre d'agriculture y a créé en 2016 un véritable établissement secondaire, qui « représente les intérêts agricoles du Pays basque, permet l'élaboration de politiques spécifiques aux agriculteurs basques et permet de répondre politiquement aussi aux différentes collectivités, y compris dans l'établissement de relations transfrontalières. »



Solène Méric

Crédit Photo : Aq.ui.fr
Publié sur aq.ui.fr le 07/12/2018
[Url de cet article](#)